

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE { GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

S O M M A I R E

Les nations opprimées et la S.D.N.	<i>P. E. Briquet</i>
La sidérurgie soviétique	<i>Jean Charlet</i>
La famine en Russie	<i>G. G.</i>
L'impérialisme bolchevik et le problème d'Extrême-Orient	<i>I. Williams</i>
Roustavéli. 750 ^e anniversaire	<i>G.</i>
Elites azerbaïdjaniennes	<i>M. Y.</i>
Revue de la presse	***
CHRONIQUE :	

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - Paris (15)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Les nations opprimées et la S. D. N.

Conférence de M. P. E. Briquet, sous la présidence de M. Claude Farrère, membre de l'Académie, faite le 16 avril 1937, dans les salons de l'Institut Internationale de Coopération Intellectuelle, S.D.N., au Palais-Royal, sous les auspices du Comité d'Amitié des Peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine.

Mesdames, Messieurs,

Le sujet que je dois traiter aujourd'hui devant vous, la S.D.N. et les nations opprimées, est d'une telle ampleur, que la nécessité de le délimiter, et même de le limiter, se fait impérieusement sentir. Parmi les nations opprimées, d'aucuns voudront ranger l'Ethiopie. D'autres, ou les mêmes, voudront y inclure la Mandchourie. Certains pourraient enfin penser que le problème des minorités nationales fait partie de mon sujet. En ce qui concerne l'Ethiopie, je ferai d'abord remarquer qu'il s'agit d'un Etat membre de la S.D.N. Je me propose de parler des nations opprimées qui ne sont pas membres de la S.D.N. Quant à la Mandchourie, c'est une province détachée de la Chine. La population chinoise qui s'y trouve fait partie de la nation chinoise, dont la majeure partie habite hors du Mandchoukouo et pos-

sède un Etat national. Le problème du Mandchoukouo est donc à certains égards un problème minoritaire. Je me propose de laisser de côté aujourd'hui l'important problème minoritaire, parce que les minorités, hongroises en Tchécoslovaquie et en Roumanie, polonaise en Tchécoslovaquie, bulgare en Roumanie, roumaine en Bulgarie, disposent chacune d'une aide extérieure, celle d'un Etat national membre de la S.D.N.

Dans le cas de la minorité allemande de Tchécoslovaquie, la différence est que l'Allemagne ne fait plus partie de la S.D.N. Mais l'Allemagne existe et peut exercer une certaine influence sur la politique européenne afin de défendre éventuellement les intérêts d'une minorité ethniquement parente.

Le problème est tout différent pour les nations qui sont entièrement englo-

bées dans des Etats de nationalité différente. C'est le cas pour la presque totalité de celles qui le sont dans l'Etat soviétique ; elles ne possèdent plus d'Etat national. Les quatre nationalités du Caucase, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Caucase du Nord, dont l'ensemble représente 12 millions d'individus, le Turkestan qui en compte 14 millions et l'Ukraine 36 ou 37 millions sur le seul territoire soviétique. Libérée, l'Ukraine aurait une population approchant de celle de la France. Ce serait une grande puissance. Avec d'autres groupes ethniques non russes, les uns nationaux, les autres minoritaires, ces nations forment une masse de près de 80 millions d'individus. L'U.R.S.S., que l'on se plaît à nommer de plus en plus aujourd'hui la Russie, compte donc à peu près 50 % de non-Russes. Aucun Etat du monde, si l'on en exclut les colonies, ne compte une pareille proportion d'allogènes.

On conçoit qu'il y ait là pour la S.D.N. matière à réflexion et à soucis. La S.D.N. n'a-t-elle pas pour fonction essentielle, selon le Préambule du pacte, de « garantir la paix et la sécurité » ? et pour cela, entre autres, de « faire régner la justice » ? La justice n'est pas observée dans un Etat où il y a 80 millions d'opprimés. Dès lors la sécurité est établie sur une base fragile, et la paix se trouve menacée, du fait même de l'existence d'un Etat contenant une masse aussi considérable de mécontentement. Le jour où ces malheureux trouveront leur situation si intolérable que la guerre et tous ses risques leur paraîtra préférable, ce jour-là la guerre éclatera. Et les vrais coupables de cette guerre ne seront pas ceux qui auront acculé 80 millions d'individus à la guerre pour obtenir cette liberté. L'opinion éclairée a donc le droit et le devoir de s'enquérir de ce

que fait la S.D.N. pour résoudre ce problème, pour « faire régner la justice », pour « maintenir la paix ».

De quelles armes la S.D.N. dispose-t-elle ? Dépourvue d'armée, sa seule force est celle de ses membres, des signataires du Pacte ; elle réside dans la volonté de le respecter. Pour déclencher l'action, l'arme de la S.D.N. ne saurait être que juridique, morale, ou politique. Encore faut-il relever que le Pacte enferme l'action morale et politique de la S.D.N. dans des limites juridiques. Le préambule du Pacte ajoute à l'obligation (le texte français dit : il importe) « de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés ». Mais le Pacte lui-même est un traité international. Il convient donc d'étudier à cet égard de quelle manière le Pacte est observé ou utilisé par la S.D.N. et par ses membres, en particulier par les grandes puissances qui déterminent l'action de la S.D.N., et portent par conséquent la principale responsabilité de la politique suivie à Genève. Il faut aussi savoir quelle attitude la S.D.N. adopte en face des traités qui sont ou ne sont pas homologués à Genève, mais dont le respect est cependant prescrit par le préambule du Pacte.

L'existence des nationalités non-russes établies sur le territoire soviétique, ne saurait être contesté. Cette existence implique un droit imprescriptible, celui de l'auto-disposition, de disposer de soi-même, droit reconnu en principe par l'article 22 du pacte de la S.D.N. à tous les peuples civilisés ou évolués. Mais ce droit est-il exercé ? Existe-t-il chez ces peuples la volonté de se séparer de l'U.R.S.S. ? Cette volonté a-t-elle été clairement exprimée ? Sous quelle forme ? Et dans quelle mesure cette forme est-elle internationalement et lé-

galement valable ? Dans quelle mesure enfin constitue-t-elle une réalité juridique, qui s'impose juridiquement ou moralement à la communauté des Etats et à la S.D.N. elle-même ?

L'histoire de la résurrection des nations opprimées est l'une des plus émouvantes. L'homme se réveille d'une léthargie spirituelle. Il secoue, il brise les chaînes qui rivaient le couvercle de son cercueil. Le mort ressuscite. Et retrouvant son âme, le ressuscité est enfin lui-même, il apporte au patrimoine de l'humanité la contribution, l'enrichissement de sa personnalité collective, de son génie.

Lorsque l'empire des tzars s'écroula, reparurent les nationalités qu'il opprimait. La plupart retrouvèrent l'indépendance. Certaines seulement parvinrent à la maintenir jusqu'à aujourd'hui : la Pologne, la Finlande, les trois Etats baltes. Quelle est la situation juridique des autres ?

Le Caucase est un large isthme réunissant le continent européen à l'Asie antérieure. C'est la voie obligée de toute poussée venant des plaines russes vers la Méditerranée orientale. Au cas où la flotte russe ne serait pas maîtresse de la mer Noire, où le Danube ne pourrait être traversé, c'est la voie obligée pour la puissance moscovite en marche vers Constantinople, Alexandrette, ou même vers le Golfe persique. Dès le XVIII^e siècle la Russie songea à s'emparer de l'isthme caucasien. Elle y parvint par la violence.

Corridor des invasions, le Caucase est habité par des races nombreuses et diverses. Elles se sont elles-mêmes groupées en quatre Etats différents et nationaux. Au Sud du Caucase, sur le versant occidental regardant la mer Noire, la Géorgie, chrétienne, orthodoxe, unité ethnique et géographique caractérisée. Sur le versant orienté du

côté de la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, peuplé d'une race ouralo-altaïque parlant une langue extrêmement proche du turc osmanli, et de religion musulmane. Au Sud de Tiflis, l'Arménie chrétienne, dont le territoire ethnique et linguistique se prolongeait, avant la guerre, vers la Mésopotamie, la Cilicie et le plateau d'Anatolie. Au Nord du Caucase, les races et les religions sont mêlées : Circassiens, Tartares sont en majorité musulmans, et se sont groupés en 1917 en un Etat qui prit le nom de Caucase du Nord.

Catherine II avait conclu en 1774 avec la Turquie la paix de Kutchuk-Kaïnardji, qui stipulait, dans son article 3, que :

« Tous les peuples tartares, ceux de Crimée, de Bugiuk, du Couban, de Yedissan, de Ciambiuluk, de Sédicul, sans aucune exception seront reconnus mutuellement par les deux empires (la Russie et la Turquie) comme nations libres, entièrement indépendantes de toute puissance étrangère. » Quelques années ne s'étaient pas écoulées que les troupes russes envahissaient la Crimée, et emmenaient son Khan en exil. Voici comment, dans son manifeste du 8 avril 1787, le gouvernement russe justifiait cet acte :

« Animée d'un sincère désir de confirmer, d'établir et de maintenir la dernière paix conclue avec la Porte, en prévenant les disputes continuelles auxquelles donnent lieu les affaires de Crimée, notre devoir envers notre empire exige que nous prenions la ferme résolution de mettre fin une fois pour toutes aux troubles de la Crimée, et à cet effet, nous annexons à notre empire la péninsule de la Crimée, l'île Taman et tout le Kouban. » La conquête ainsi commencée ne fut achevée qu'un siècle plus tard, le célèbre iman Schamyl ayant longtemps tenu en échec les



armées de Nicolas I^{er}. Ce pays ne tomba qu'en 1859. Il se souleva contre les tzars encore en 1877. Ce pays avait été conquis et annexé par la violence.

L'Azerbaïdjan fut conquis sur la Perse et annexé en 1813. La Géorgie vit supprimer en 1801 par le tzar Paul I^{er} les derniers vestiges de son indépendance, garantis cependant par traité. Quant à l'Arménie, la Russie n'en posséda jamais qu'une partie, conquise par les armes sur la Perse en 1813 et sur la Turquie en 1828 et en 1877-78.

Si l'on ne veut pas admettre ces divers faits comme des actes libérant les populations du Caucase de toute obligation et sujétion vis-à-vis de la Russie, ou si la communauté internationale ne se croit à cet égard aucun devoir parce qu'il s'agit d'un état de fait sanctionné par le temps et stabilisé en 1914, la situation change du tout au tout après la révolution russe.

Le régime soviétique, installé en Russie, proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et l'inscrit dans sa constitution, au chapitre IV.

La Russie soviétique annulait donc en droit, la conquête des Romanov. Bien entendu, les peuples allogènes opprimés par le tzarisme, ont largement profité de l'aubaine. Ils ont proclamé leur indépendance : le Caucase du Nord le 11 mai 1918, la Géorgie le 26 mai 1918, l'Arménie et l'Azerbaïdjan le 28 mai 1918. Ces proclamations ont toutes été ratifiées par les parlements librement élus. Elles portent par conséquent la marque de la volonté nationale. Cette volonté a été manifestée à nouveau et à plusieurs reprises par des soulèvements après la conquête soviétique : en Géorgie en 1924 et 1930, en Arménie en 1921 et 1930, en Azerbaïdjan en 1920 et 1930, au Caucase du Nord en 1919 et 1932. Les gouverne-

ments de ces pays étaient des gouvernements légitimes. Ils représentent encore dans leur exil la volonté nationale. Seuls ils conservent le droit de parler au nom de leur pays.

La Russie a, en outre, reconnu l'indépendance de ces quatre Etats. Dans le cas de la Géorgie, il s'agit d'un engagement *de jure* et particulièrement solennel. Le 7 mai 1920 elle signait un traité qui déclare, dans son article 1^{er} :

« Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe, de disposer librement d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien, et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens. »

« Article II. — Se basant sur les principes proclamés dans l'article précédent, du présent traité, la Russie s'engage à renoncer à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie. »

Chacun sait que les Soviets ont fait du traité où ils avaient apposé leur signature un chiffon de papier. Moins d'une année plus tard, le 11 février 1921, les troupes russes pénétraient sur territoire géorgien. Elles y sont toujours. C'est sous leur pression que le gouvernement de Tiflis a quitté le territoire géorgien. Ce gouvernement reste donc seul à représenter légitimement la volonté nationale de la Géorgie.

Les Soviets ont, il est vrai, prétendu qu'il s'est agi en 1921 en Géorgie d'une révolution qui a porté le parti communiste géorgien au pouvoir. Pareille assertion ne tient pas devant les faits. Le commandant de la XI^e armée

soviétique russe, Hecker, adressa le 18 décembre 1920, soit six semaines avant l'entrée en campagne de ses troupes, une lettre au Président du Conseil révolutionnaire militaire de la II^e armée, où il déclare :

« Pour une opération tout à fait sûre contre la Géorgie, j'estime nécessaire la concentration des forces suivantes, etc. », et plus loin : « ... une attaque contre la Géorgie doit être faite seulement après une préparation soignée, afin d'en finir au plus vite avec les gens de Tiflis ».

Dans le même document Hecker déclare avoir fait des remarques identiques à la réunion du conseil révolutionnaire militaire de la II^e armée le 3 décembre de la même année. Quelques jours auparavant, Tchitchérine avait fait remettre à lord Curzon une note où il était dit : « La Russie a reconnu l'indépendance de la Géorgie. Toute la politique russe est en faveur de l'autodétermination des petites nations. La Russie soviétique n'a pris et n'entreprendra pas une action hostile contre la Géorgie... » Pareille contradiction dans les termes et dans les faits se passe de commentaires.

Ce n'est qu'après l'entrée des troupes soviétiques en Géorgie qu'un comité communiste géorgien y fut organisé. Son chef, Makharadzé, se trouvait sur territoire soviétique lorsque l'armée des Soviets pénétra en Géorgie. Rien ne démontre mieux le caractère d'usurpateur, d'occupation militaire, du pouvoir des Soviets en Géorgie.

C'est une agression caractérisée, si l'on en croit la définition de l'agresseur, donnée par M. Litvinov lui-même.

La situation de l'Ukraine est similaire. Annexée à la Russie par Pierre-le-Grand après Poltawa, l'Ukraine pro-

clame son indépendance le 22 janvier 1918 : « Dorénavant, la République Démocratique Ukrainienne devient un Etat indépendant, libre et souverain, ne relevant d'aucun autre ». Cette proclamation émanait de la Rada centrale et fut confirmée par un vote du parlement régulier ukrainien en janvier 1919. Le gouvernement soviétique reconnut le droit de l'Ukraine à l'indépendance dans une note adressée à la Rada centrale ukrainienne : « Nous, le Conseil des Commissaires du peuple russe, nous reconnaissons la République Démocratique Ukrainienne, et son droit de se séparer de la Russie ou d'entamer avec la République russe des pourparlers afin d'entrer avec cette dernière en relations fédérales ou autres ». Le 2 mai 1918, une lettre signée de Lénine lui-même accréditait Manouilsky pour négocier et signer « le traité de paix » entre les Soviets et « le gouvernement ukrainien ».

Le gouvernement soviétique n'en poursuivit pas moins pendant plusieurs années la conquête de l'Ukraine. La volonté nationale de cette dernière est prouvée par des soulèvements qui se prolongèrent jusqu'en 1924. A deux reprises l'armée ukrainienne chassa les Soviets de la plus grande partie du territoire national. Mais en novembre 1920, l'armée et le gouvernement quittaient ce territoire en combattant. On voit que dès lors il s'agit en droit d'une occupation militaire. Le gouvernement ukrainien est seul fondé en droit pour parler au nom de l'Ukraine, car seul il est issu de la volonté nationale librement exprimée.

Dira-t-on, à bout d'arguments, que l'Ukraine n'existe pas, qu'ayant perdu tout sens national, les Ukrainiens ne sont que des « Petits Russiens » ; que s'ils n'ont pas pu se libérer du joug russe, c'est parce qu'ils ne l'ont pas

voulu ? L'Ukrainien est un Slave, il est vrai, mais sa langue est plus éloignée du russe que ne l'est le bulgare, par exemple, déjà par le vocabulaire. Les grandes villes d'Ukraine contenaient en 1917 une très forte proportion de bourgeois non-Ukrainiens. Mais le régime soviétique les a éliminés, et la langue ukrainienne est depuis vingt ans celle du pays, des écoles et de l'administration. Après avoir proclamé son indépendance, l'Ukraine s'est soulevée deux fois contre les Bolchéviks et les chassa de tout son territoire. L'opposition au régime reste telle en Ukraine que l'armée soviétique y concentre 28 divisions... grenier à blé du tzarisme, l'Ukraine a aujourd'hui des récoltes déficitaires. Le parti communiste ukrainien compte une majorité de Russes et ce sont des Russes qui gouvernent l'Ukraine autonome. Le jour anniversaire de l'indépendance, le 7 janvier 1936, la population d'Odesa arbora les couleurs prohibées, jaune et bleu, de la république ukrainienne. Le mouvement fut trop général pour que Moscou osât sévir. Sans aucun doute, l'Ukraine est plus ukrainienne qu'il y a vingt ans.

La situation juridique de l'Ukraine impose une remarque : celle que sans admettre l'Ukraine, ni la Géorgie dans son sein, la S.D.N. reconnut cependant l'existence de ces Etats puisqu'elle étudia leur demande, la discuta, admit leurs représentants dans certains de ses comités. Tant que l'U.R.S.S. ne faisait pas partie de la S.D.N., on pouvait admettre que les affaires de la Russie, de l'Ukraine, de la Géorgie et des autres Etats restaient en dehors de la juridiction de Genève, aussi longtemps du moins que cette situation ne constituait pas une menace pour la paix. Le jour où l'U.R.S.S. est entrée dans la S.D.N. et où Moscou obtient la

protection du Pacte pour maintenir sa domination sur l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie, la S.D.N. s'associe peut-être à l'agression dont ces pays sont les victimes, et l'on peut se demander si elle n'en commet pas une elle-même. De toute façon, elle encourt une grave responsabilité juridique.

Autre conséquence. Lorsqu'en 1924 la Géorgie se révolta contre l'oppression soviétique, révolte noyée dans le sang, la S.D.N. fut saisie de l'affaire et M. Paul-Boncour prononça à Genève un discours remarquable où il déclara entre autres : « La situation est rendue particulièrement délicate du fait que l'état de guerre existe entre deux Etats qui ne sont pas membres de la S.D.N. » Si la Géorgie ou l'Ukraine, ou un autre des Etats dont l'existence a été reconnue par la S.D.N., se révolte contre la domination soviétique, on se trouve en face d'une guerre internationale entre un Etat membre, l'U.R.S.S., et un Etat non-membre, cas prévu par l'article 17 du Pacte. La S.D.N. est tenue, dès lors, d'examiner le cas. Le cas géorgien de 1924 offre un précédent, d'autant plus probant qu'alors Moscou était en dehors de la S.D.N. L'assemblée a voté une résolution au sujet de cette guerre — il faut bien appeler cette révolte géorgienne de 1924 une guerre, — et suivre en cela l'exemple de M. Paul-Boncour. La résolution du 22 septembre 1922, confirmée en 1924, invite le Conseil de la S.D.N. à suivre les événements dans cette partie du monde de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international au retour de ce pays (c'est-à-dire de la Géorgie) à une situation normale. »

Un principe me paraît découler de ces textes : la souveraineté de la

Géorgie ou de l'Ukraine n'est pas éteinte. Elle n'est suspendue que parce qu'un territoire lui manque où elle pourrait s'exercer. Le jour où une révolte éclate sur ces territoires, la souveraineté de la Géorgie ou de l'Ukraine existe à nouveau, et la révolte est une guerre internationale dont la S.D.N. est tenue de s'occuper.

L'article 11 du Pacte donne même à la S.D.N. le droit et lui impose le devoir de suivre toute situation d'où pourrait naître la guerre. L'article 11 est ainsi libellé :

Article 11. — Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci *doit* prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations...

... Tout membre de la S.D.N. a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubles la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.

On ne saurait prétendre que la paix et la bonne entente existent entre la Russie soviétique et l'Ukraine, la Géorgie et les autres républiques qui subissent depuis 18 ou 20 ans l'occupation militaire des Soviets. La S.D.N. serait parfaitement fondée à intervenir. Et l'article 19 du Pacte lui donne le droit de réviser dans le sens de la justice la situation de fait. La S.D.N. est en droit d'exiger la libération immédiate de l'Ukraine, de la Géorgie et de l'Arménie. Elle aurait le devoir d'y organiser un plébiscite sincère.

Les défenseurs de la thèse soviétique ne pourraient même pas exciper du fait que la plupart des Etats membres

de la S.D.N. ont reconnu *de jure* l'U.R.S.S. En effet, certains d'entre eux, la France en particulier, n'ont reconnu l'U.R.S.S. qu'avec une réserve limitative : la reconnaissance *de jure* n'a été accordée à l'U.R.S.S. qu'à ceux des anciens territoires de l'empire russe qui avaient reconnu l'autorité de ladite union soviétique (1). On pourra toujours prétendre qu'un pays qui subit un régime d'occupation militaire n'as pas *reconnu* l'autorité qui lui est imposée par la violence. C'est sur cette réserve, faite également par Londres, qu'en 1924 la Grande-Bretagne s'était appuyée pour soutenir la proposition de M. Paul-Boncour en faveur de la Géorgie.

D'autre part un assez grand nombre d'Etats parmi lesquels on peut citer la Suisse, les Pays-Bas, le Portugal, la Yougoslavie et presque toutes les républiques de l'Amérique latine, n'ont pas reconnu les Soviets. Ils n'ont pas reconnu par conséquent les limites actuelles de l'U.R.S.S. L'Argentine a reconnu la Géorgie. Il est clair que tous ces Etats conservent le droit de porter la question à Genève. Mais, dira-t-on, tous les membres de la S.D.N. se sont engagés par l'article 10 à garantir les frontières de l'U.R.S.S. On répondra que la constitution de l'U.R.S.S., article 17, reconnaît le droit de sécession : les membres de la S.D.N. ne peuvent

(1) Telles sont les paroles de M. Snowden, dans son discours du 25 septembre 1924. La réserve française et britannique est ainsi conçue : Ces puissances reconnaissent l'U.R.S.S. comme étant le gouvernement *de jure* de ceux des territoires de l'ancien empire russe *qui reconnaissent son autorité* (texte anglais), où son autorité est acceptée par ses habitants (texte français).

pourtant défendre l'U.R.S.S. contre elle-même. L'article 10 oblige aussi à défendre l'indépendance politique des autres membres. On ne peut défendre ce qui n'existe pas. Vis-à-vis de l'U.R.S.S. les deux obligations de l'article 10 se détruisent. Appliqué sincèrement, le Pacte devrait permettre de résoudre le problème.

• Mais le Pacte est-il appliqué ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner comment la S.D.N. a jusqu'à aujourd'hui traité les « nations opprimées ». Après avoir établi que ces nations existent, que la S.D.N. a juridiquement le droit et même le devoir de leur faire rendre justice, il importe d'examiner comment l'institution de Genève a traduit la théorie dans le domaine positif et pratique des faits.

L'armistice de Rethondes, signé le 11 novembre 1918, ne mit pas seulement fin à la guerre. Il ne consacra pas seulement la défaite militaire des Empires centraux, mais leur défaite morale. C'était la défaite de l'impérialisme, la défaite de l'oppression des nations faibles par les empires de proie, le triomphe de la justice et du droit en même temps que celui de la paix. La S.D.N. devait devenir la gardienne de cette justice, de ce droit, de cette paix.

Aussi les nations ressuscitées sur les ruines fumantes et sanglantes du tzarisme cherchèrent-elles aussitôt à se mettre sous l'égide de la S.D.N. Elles pensaient y trouver la sécurité en face du bolchévisme agressif. Les vaincus de la guerre, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie, Turquie, étaient traités sévèrement à cause de leur responsabilité dans l'origine ou la prolonga-

tion du conflit. On les tenait provisoirement à l'écart de la S.D.N. Le bolchévisme russe, qui avait fait avec l'Allemagne et ses alliés la paix séparée de Brest-Litovsk, n'allait-il pas à son tour payer sa trahison ? Ne serait-il pas lui aussi, tenu à l'écart ? En refusant de le reconnaître, les vainqueurs de 1918 jetaient sur lui l'anathème. La doctrine du communisme international et universel, doctrine d'agression et d'impérialisme de la nouvelle Moscou, était, — et est encore — en opposition formelle avec la lettre et l'esprit du pacte de la S.D.N. La III^e Internationale reprenait à son compte l'impérialisme germanique et menaçait par l'intérieur les alliés. Les Etats successeurs des Tsars purent croire que les vainqueurs de 1918 les soutiendraient, admettraient que l'on cherchât dans la S.D.N. le refuge naturel et légitime des démocraties et des nationalités.

Les Alliés adoptèrent cependant une attitude différente. Leur victoire avait fait d'eux des privilégiés. Ce privilège était d'ordre moral aussi bien que politique. Il fut consacré dans le préambule du Pacte. « Les Hautes parties contractantes, y est-il dit, considérant que pour développer la coopération entre les nations et pour *leur* garantir la paix et la sûreté... ». Les Hautes parties contractantes, ce sont les signataires du traité de Versailles, ceux qui furent en guerre avec l'Allemagne. L'Allemagne il est vrai signa ce traité, mais elle ne fut pas alors admise à faire partie de la S.D.N. La paix et la sûreté ne sont donc pas à garantir à d'autres qu'aux vainqueurs de l'Allemagne. Tel est le principe, et tel est le privilège.

Les Alliés l'étendirent cependant. Les signataires du Traité de Versailles invitèrent les « neutres » à accéder au pacte, et des dispositions furent prises pour l'admission ultérieure d'autres Etats. C'est dans cette troisième catégorie que furent rangés les Etats successeurs de l'empire russe. Les trois Etats baltes, la Finlande, les quatre Etats du Caucase et l'Ukraine durent demander leur admission. Elle ne fut accordée, avec des délais, qu'aux quatre premiers.

Une remarque s'impose aussitôt : la différence entre le traitement infligé à ces Etats et celui dont bénéficièrent la Tchécoslovaquie et la Pologne. La Tchécoslovaquie et la Pologne furent reconnues par les Alliés à un moment où leur territoire était entièrement occupé par les Empires centraux, et sans qu'aucune consultation populaire ait pu avoir lieu. La Suisse fut la première à reconnaître l'indépendance de la Finlande, et cet acte fut d'abord mal vu des Alliés. Ces derniers faisaient évidemment une différence entre les Etats successeurs des Empires centraux et les Etats successeurs de l'Empire russe. Pourquoi cette différence ?

La Tchécoslovaquie était nécessaire pour empêcher la restauration des Habsbourg. La Pologne était nécessaire pour contenir l'Allemagne. On ne vit pas que le Caucase et l'Ukraine étaient nécessaires également : jamais Lénine et ses successeurs n'auraient pu se maintenir à Moscou et de là menacer la Pologne et l'Europe.

Cette attitude des Alliés est expliquée dans une note remise par le Dépt. d'Etat à l'ambassadeur d'Ita-

lie à Washington le 10 août 1920 ; le gouvernement américain exprime ainsi son opinion à cet égard :

« Les Etats-Unis se rendent compte que l'amitié et l'honneur réclament une protection généreuse des intérêts russes et que, dans la limite du possible, toutes les décisions d'importance vitale pour la Russie, tout particulièrement celles qui toucheraient à sa souveraineté sur les anciens territoires de l'ancien empire russe, doivent être suspendues. C'est ce sentiment d'amitié et d'obligation d'honneur à l'égard de la grande nation qui héroïquement s'est immolée elle-même, contribuant ainsi à l'heureux succès de la guerre, qui a inspiré le gouvernement des Etats-Unis ». Ces derniers allaient même jusqu'à refuser de reconnaître l'indépendance de l'Arménie du Caucase. Ce texte montre clairement quel était le sentiment des Alliés. Retenus par la fidélité à l'alliance russe, ils refusaient de rien faire contre la volonté du peuple russe.

C'est là un sentiment hautement honorable. Il est permis cependant de se demander si l'on peut assimiler le peuple russe à l'empire des Tzars. Les Russes ne furent pas seuls à combattre sur le front oriental. Les Ukrainiens, les Caucasiens, les Finlandais, les Baltes, luttèrent aussi sur ces fronts et ont leur part dans la victoire des Alliés. Ces derniers les traitèrent cependant avec la plus grande circonspection. Persuadés que le bolchévisme ne pourrait durer en Russie, les Alliés s'opposèrent à ce que la Finlande s'aggrave la Carélie, pays entièrement finnois. Et ils soutinrent Denikine et Wrangel contre la république dé-

mocratique ukrainienne, contre le Caucase du Nord, même contre la Géorgie. Denikine s'épuisa dans cette lutte. Il détruisit l'indépendance de l'Ukraine, mais fut incapable de vaincre ensuite les forces bolchéviques. Les Alliés voulaient sauver la Russie, et ne firent que perdre, en plus, l'Ukraine et le Caucase. La sagesse eût été d'imposer à Denikine l'entente avec les nationalités, lesquelles représentaient après tout le principe de la démocratie. Même après la chute de Denikine et de Wrangel, les Alliés auraient pu agir. Ils tardèrent, hésitèrent. La Pologne échappa au désastre à la onzième heure, mais l'Ukraine succomba.

Elle avait cependant posé sa candidature à la S.D.N. en 1920, le 14 avril. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie avaient fait de même. La demande fut écartée au cours de séances mémorables. Seules les candidatures des deux derniers Etats furent l'objet d'un vote de l'Assemblée. Le principal argument des rejetants était le suivant : la S.D.N. ne devant pas prendre d'engagement qu'elle ne pût tenir, et la Géorgie étant sous la menace d'une invasion soviétique, la S.D.N. n'était pas disposée à la protéger en faisant jouer l'art. 10 et 17 du pacte. C'était un encouragement donné aux convoitises soviétiques. Nansen le dénonça à la tribune de l'Assemblée : « Si les petites nations ne reçoivent pas notre appui moral, répondit-il à M. Fischer, représentant de la Grande-Bretagne, si nous ne leur donnons pas l'aide qu'elles ont le droit d'espérer, nous allons les jeter vous savez dans les bras de qui ».

La sinistre prédiction s'est réalisée. La France et l'Angleterre se dé-

cidèrent trop tard (quinze jours avant l'invasion) à reconnaître la Géorgie *de jure*. Six semaines plus tôt, et la Géorgie était admise, peut-être sauvée, les Soviets reculaient probablement devant le forfait. N'ont-ils pas reculé devant celui qu'eût été l'invasion des Etats baltes? Ces derniers doivent leur salut à la victoire polonaise, à la proximité de l'Europe et de l'Allemagne que l'on voulait isoler de la Russie, à la politique britannique qui entend tenir Moscou éloigné de l'Atlantique. Mais la perte de l'Ukraine plaçait le Caucase dans une position stratégique excentrique. Le contrôle des détroits, déjà précaire alors et bientôt supprimé, n'allait pas tarder à river les chaînes de Prométhée : l'alliance turco-soviétique plaçait les Dardanelles et la mer Noire entre l'Occident et les nations opprimées au Caucase et en Ukraine.

La S.D.N. n'ayant pu préserver l'intégrité et l'indépendance de ces pays, émit des vœux, vota des résolutions en leur faveur. Gestes dont l'utilité pratique semble platonique, puisqu'ils n'ont pas été renouvelés après 1924.

Mais les nations opprimées existent, leur voix se fait entendre, l'opinion publique, la conscience des hommes en sont parfois remuées. La S.D.N. a donc dû trouver un *modus vivendi* avec ce gênant problème des revenants.

L'Arménie a fourni le *modus vivendi*. Si l'on peut en effet affirmer preuves en mains que l'Arménie est satisfaite de son sort, que dans le cadre de l'U.R.S.S. les promesses d'indépendance faites à l'Arménie par les Alliés ont été réalisées d'une

manière acceptable pour les Arméniens eux-même, le tour est à peu près joué. Et pourquoi les Ukrainiens ou les Géorgiens se montreraient-ils plus difficiles que les Arméniens?

L'Arménie est en effet une des puissances privilégiées. Elle aurait signé en vainqueur le traité de Versailles, si en juin 1919 il n'avait pas été question de la mettre sous mandat américain. Son indépendance fut reconnue *de jure* par les Alliés indépendamment du traité de Sévres. On lui fit même signer le pacte de la S.D.N. Mais, chose inouïe, elle ne fut pas pour cela et comme les autres Etats dans le même cas admise parmi les membres de la S.D.N. : elle dut poser à nouveau sa candidature, et fut rejetée, l'armée soviétique ayant pénétré sur son territoire. La rivalité franco-britannique faisait le jeu de la Turquie kémaliste. Chacun sait comment, à Lausanne, en 1923, le nom même de l'Arménie fut rayé du traité de paix entre la Turquie et les Alliés. Les concessions pétrolières Chester, offertes successivement à plusieurs puissances, décidèrent ces dernières à l'abandon de l'Arménie; mais les concessions ne furent accordées à personne, et l'Arménie disparut. Son gouvernement protesta : il faut pouvoir prétendre cependant que l'Arménie est satisfaite.

On y peut parvenir si les Arméniens, craignant plus encore les Turcs que les Soviets, acceptent et même soutiennent ces derniers. Non certes que le régime soviétique soit idéal. Mais de deux maux on choisit le moindre. On ne saurait lui en faire un grief, étant donné l'effroyable situation où se trouve l'Arménie.

Mais l'opinion publique a le devoir d'ouvrir les yeux.

Elle verra que dès l'époque de la Conférence de Lausanne, en 1923, les Soviets ont offert l'asile aux réfugiés arméniens de Turquie sur le territoire de l'Arménie soviétique du Caucase. Cette offre a été constamment renouvelée. Lorsque la crise économique eut partout déclanché le chômage, de nombreux Etats, membres de la S.D.N. furent tentés de se débarrasser des réfugiés arméniens. Mais il fallait avoir de bons renseignements sur l'Arménie soviétique. On en demanda aux experts arméniens de Paris et d'ailleurs. Ceux-ci n'étaient pas libres de n'en pas donner de favorables : ils auraient exposé leurs compatriotes du Caucase aux vengeances du Guépéou. L'Office Nansen créa pour les réfugiés une institution qui dépend de la S.D.N. expédia donc au Caucase plusieurs milliers de réfugiés arméniens. La situation qui leur fut faite a été racontée par quelques-uns de ces rapatriés volontairement. Ils la trouvèrent intolérable et s'enfuirent au péril de leur vie (les citoyens soviétiques ne peuvent quitter, sous peine de mort, le territoire de l'Union). La situation douloureuse de l'Arménie soviétique est prouvée par le fait qu'en 1930 la révolte y éclata, ainsi qu'en Géorgie et en Adzerbaïdjan. Paysans arméniens, géorgiens et adzerbaïdjanais luttèrent ensemble contre le système des kolkhoses. Ce fut ensuite la famine. Les troubles reprirent en 1936. Le chef de l'Arménie soviétique, se suicida en novembre dernier. Et l'Office Nansen se prépare à envoyer au Caucase un nouveau lot de 10.000 réfugiés arméniens.

Telle est la manière dont l'Europe a rempli l'engagement de donner un foyer national au Arméniens. C'est un foyer qui ressemble fort à un cimetière. On put aussi préparer l'admission des Soviets à la S.D.N. Le précédent de l'Arménie allait être appliqué — dans un silence prudent — aux Etats qui pouvaient se prévaloir de résolutions prises en leur faveur par la S.D.N.

Aussi n'exigea-t-on des Soviets aucun engagement quelconque. Ils n'eurent pas même à signer la clause minoritaire. On prit pour bon argents le § 4 de l'ancienne constitution soviétique, confirmé par le § 17 de la nouvelle, selon lequel chaque république fédérée est libre de quitter l'Union quand bon lui semble. C'est là, comme chacun sait, une fiction. L'Ukraine était, il y a encore un mois, gouvernée par un dictateur non-ukrainien, le Russe Postycheff, pour tout ce qui ne dépend pas directement de Moscou. Et ce n'est pas un Ukrainien qui l'a remplacé. Lorsqu'en 1933 il apparut que les Ukrainiens pourraient être conduits, sous la pression de la famine, à se préparer à exercer leur droit de sécession, ce furent les fameux procès de Kief, l'assassinat déguisé de Skrypnik, la fin, devant le peloton d'exécution, de plusieurs milliers d'intellectuels ukrainiens.

En 1933 la S.D.N. refuse de s'occuper de la famine qui décimait l'Ukraine, le Caucase, et le Turkestan sous prétexte que l'U.R.S.S. n'était pas alors signataire du pacte. En 1934, l'U.R.S.S. fut admise à la S.D.N. Elle bénéficia alors d'un certain nombre de privilèges assez exorbitants.

Ces privilèges sont tout d'abord

des privilèges d'omission. On évita de considérer que certains articles du Pacte ne sont pas observés en Russie soviétique : l'art. 22 qui prohibe la traite des esclaves, et l'art. 23 qui prescrit que les signataires « s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant ». Or on sait qu'encore aujourd'hui la police d'Etat, Tcheka, ou Guépéou, entretient des camps de concentration qui lui procurent des revenus lesquels établissent son indépendance économique et dans une large mesure politique. C'est pour les procurer à cette police que des millions de gens ont été arrêtés et déportés, et qu'ils travaillent sans être payés : ils ne reçoivent, comme les esclaves, que leurs nourriture et leurs vêtements, et la police exerce en fait sur eux un droit incontrôlé de vie et de mort. La police d'Etat va jusqu'à les louer. C'est exactement l'esclavage, avec cette seule restriction qu'il n'y a pas de marché public.

L'art. 23 prescrit également « le traitement équitable des populations indigènes ». Cette expression est assez vague. Elle ne l'est pas assez pour qu'on ne puisse le violer. Les peuples allogènes sont incontestablement exploités : ainsi le pétrole d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord, le manganèse de Géorgie, les céréales et le charbon d'Ukraine, le coton du Turkestan, sont non pas exportés mais saisis par le gouvernement central de Moscou, lequel n'accorde en compensation qu'une rémunération infime. Ainsi la population locale ne profite aucunement des richesses qu'elle exploite : elle

est réduite à la plus noire misère et exposée à la famine. La population de l'Ukraine soviétique, quoique fort prolifique, a diminué de 2 millions, de 1932 à 1935, si l'on en croit les recensements soviétiques eux-mêmes. Et Abdarakhmanoff, ex-président de la république Kirghise, au Turkestan, déclara dans la *Pravda vostoka* de Tachkent : « l'avenir socialiste de la Kirghisie, c'est la ruine. Je vois que l'on extermine mon peuple ».

Le gouvernement s'approprie en fait les matières premières, les objets manufacturés et jusqu'aux producteurs eux-mêmes. Et les bénéfices ne contribuent pas au bien-être du pays, mais sont en grande partie dépensés à l'étranger dans des buts de propagande. Cette propagande, c'est celle de la III^e Internationale, dont le budget est alimenté par les Soviets.

Nous touchons là à une autre violation du Pacte. L'article X déclare : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ». Or la III^e Internationale a pour but, si l'on en croit l'art. 1^{er} de ses statuts, « l'instauration d'une dictature mondiale du prolétariat, la création d'une fédération mondiale des Républiques socialistes soviétiques ». Le programme de la III^e Internationale stipule : « la conquête du pouvoir par le prolétariat n'est pas une conquête pacifique », et « l'U.R.S.S. devient nécessairement le foyer de la révolution mondiale ». Or le gouvernement soviétique est entièrement composé de gens qui adhèrent

à la III^e Internationale, à ses statuts, à son programme; le territoire soviétique héberge ses organes centraux, et le budget soviétique fournit à la III^e Internationale ses principales ressources. Staline, dictateur de l'U.R.S.S. est aussi le secrétaire du parti communiste russe, épine dorsale de tout le Komintern. Il est considéré comme le chef mondial du prolétariat. Le gouvernement de l'U.R.S.S. est donc associé à une conjuration permanente contre « l'intégrité territoriale » et « l'indépendance politique présente de tous les membres de la S.D.N. ». C'est une violation flagrante et permanente de l'art. X du pacte de la S.D.N.

Peut-être objectera-t-on du côté soviétique qu'il ne s'agit dans l'art. X que d'agression extérieure. La révolution violente prescrite par le programme de la III^e Internationale ne serait qu'intérieure. C'est là une opinion qu'on ne saurait soutenir, puisque cette révolution est préparée à l'étranger, avec l'appui d'un gouvernement étranger. Le programme de la III^e Internationale précise d'ailleurs que l'U.R.S.S. vise des agrandissements territoriaux : « les nouvelles république prolétariennes, dit-il, s'unissant par des liens fédératifs à leurs devancières (1) et le réseau de ces unions fédératives s'élargissant et comprenant les colonies affranchies du joug de l'impérialisme, pour constituer finalement l'*Union des Républiques socialistes soviétiques du monde...* ».

L'U.R.S.S. s'occupe donc de renverser par la violence et de s'agréger les Etats dont elle s'est engagée

(1) C'est-à-dire l'Ukraine, la Géorgie et les autres républiques fédérées de l'Union soviétique.

à respecter et à défendre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique. Elle leur prépare le sort de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Arménie...

La S.D.N. n'a pris aucune précaution, n'a pas exigé la dissolution du Komintern. Et pourtant le programme que nous venons de lire n'est-il pas celui d'une organisation rivale de la S.D.N., d'une société de dictatures du prolétariat dont Moscou serait la Genève? Comment Genève peut-elle admettre Moscou en son sein et collaborer avec elle?

L'art. 1^{er} du Pacte pose plusieurs conditions à l'admission des Etats candidats dans la S.D.N. Ils doivent donner « des garanties effectives de leur intention sincère d'observer « leurs » engagements internationaux ». Or quelle garantie d'une intention sincère de ce genre était et est encore l'existence à Moscou des organes dirigeants de la III^e Internationale, dont nous venons de lire les Statuts et le programme?

L'art. 1^{er} du Pacte pose aussi que l'Etat candidat « doit se gouverner librement ». La S.D.N., qui a voté des résolutions en faveur de la Géorgie, pouvait-elle prétendre que la Géorgie soviétique se gouverne librement?

La S.D.N. ferma les yeux sur toutes ces irrégularités. L'U.R.S.S. fut cependant admise. Mais comme on pouvait s'y attendre, les violations des règles sociétaires continuèrent. L'une des plus flagrantes est la présence au Secrétariat de fonctionnaires soviétiques. Qu'on en juge.

Le statut des fonctionnaires de la S.D.N. établit à l'art. 1^{er} que les fonctionnaires du Secrétariat de la S.D.N. « ne pourront ni demander

ni recevoir des instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure au Secrétariat de la S.D.N. ».

Or les fonctionnaires soviétiques, M. Rosenberg a été secrétaire général adjoint jusqu'en août 1936, et est remplacé par M. Sokoline — les fonctionnaires soviétiques du Secrétariat sont tous membres du parti communiste et soumis aux statuts de la III^e Internationale. Ces statuts stipulent : « § 3. Est membre d'un parti communiste et de l'Internationale communiste celui qui accepte le programme et les statuts du parti communiste du pays où il réside, et de l'Internationale communiste, adhère à l'une des organisations de base du parti et y milite activement, se soumet à toutes les décisions du parti et de l'Internationale communiste, etc... »

« § 5, c) exécution immédiate et sans délai des décisions de l'Internationale communiste, de ses organismes et des centres dirigeants du parti ».

Voici donc MM. Rosenberg et Sokoline qui ont juré de n'accepter aucune instruction d'une agence extérieure au Secrétariat de la S.D.N., et juré également d'exécuter sans délai les ordres qu'ils reçoivent des organes de la III^e Internationale! La chose peut s'arranger évidemment à la condition que le Secrétariat de la S.D.N. devienne l'un des organes de la III^e Internationale.

Remarquons en outre que le Statut des fonctionnaires stipule à son art. 21 que les fonctionnaires ne peuvent démissionner qu'à la condition de donner six mois de préavis. Ce délai peut être raccourci mais non supprimé. Or. M. Rosenberg,

obéissant aux ordres reçus de Moscou a quitté du jour au lendemain le Secrétariat pour l'ambassade soviétique à Madrid où la guerre civile venait d'éclater. D'autres irrégularités s'ajoutent encore à celle-ci.

Nous ne songeons pas à critiquer ici le Secrétariat lui-même. La responsabilité de ces faits ne remonte pas à son plus haut fonctionnaire, mais aux hommes d'Etat et aux puissances qui déterminent la politique de la S.D.N. ou plutôt qui en font le champ clos de leur politique. C'est elles qui imposent cette collaboration entre Moscou et Genève, dont les premières victimes sont les nations opprimées par Moscou, et dont les dernières seront peut-être, ce qu'à Dieu ne plaise, les protagonistes mêmes de cette politique.

Or, la S.D.N. est régie par un Pacte, code de principes et d'un idéal élevés. Comment ces principes peuvent-ils être invoqués pour opprimer des nations? C'est que l'organisation de Genève est contrainte de suivre une politique et de trouver à cette politique une excuse juridique qui concilie cette politique avec le Pacte. C'est pourquoi la S.D.N. se meut aujourd'hui dans les fictions. Fiction tout d'abord que l'U.R.S.S. soit une nation alors qu'elle n'est que le territoire d'un parti international. Fiction que l'U.R.S.S. soit une fédération de peuples libres alors qu'elle n'est qu'un Empire, le plus oppresseur, le plus impérialiste des empires. Fiction que le Pacte soit respecté, alors qu'il est violé. Fictions... Fiction du pacifisme moscovite : Kaganovitch, bras droit et beau-frère de Staline, déclarait, en janvier 1934 : la politique européenne de

l'U.R.S.S. doit être d'approfondir les divergences entre les peuples.

L'opinion, Mesdames et Messieurs, ne peut pas se payer de fictions. Elle doit avoir le courage de regarder la vérité en face, elle doit savoir.

Elle verra alors le vrai visage de l'U.R.S.S., ce char de Jaggernaut qui écrase les nations. Elle verra que les fameux kolkhoses, la collectivisation des campagnes, fut inventée pour mâter les paysans caucasiens et ukrainiens, réfractaires au mir communiste de Russie, attachés comme les paysans français au coin de terre qu'ils cultivent avec amour. Elle verra que les nations ne peuvent exister dans le carde de l'U.R.S.S. parce que qui dit nation dit personnalité, parce que le communisme athée et matérialiste ravale l'homme à une formule chimique, le bonheur à une équation, et nie l'existence de l'âme. Comment les personnalités, les nationalités existeraient-elles dans un monde qui nie l'esprit?

Mais on ne peut, Mesdames et Messieurs, tuer l'esprit. Ce n'est pas en France qu'on le contestera. On ne peut davantage tuer l'âme. On ne peut assassiner non plus les nations. La France, mère des nations, ne saurait s'associer à pareil acte.

Je crois avoir le droit d'exprimer ici l'inquiétude d'un certain nombre de Suisses. La Suisse fait, par le Pacte, partie du système européen de sécurité. Attachées avec raison au *statu quo* des frontières occidentales parce qu'elles sont justes, stables et nécessaires, pourquoi les puissances occidentales lieraient-elles le sort de ces frontières à celui d'autres frontières, celles de l'U.R.S.S., qui consacrent l'oppression de

80 millions d'individus? Pourquoi commettre ce qui est juste avec ce qui est injuste? compromettre le *statu quo* acquis pour maintenir un autre *statu quo* condamné par la nature, et par conséquent éphémère?

Car le martyre des nations opprimées est éphémère. Elles ne veulent pas mourir. Elles ne mourront pas. Inévitablement le jour viendra où la Géorgie, l'Ukraine et leurs sœurs

souleveront le couvercle de leur cercueil, briseront leurs chaînes et s'élanceront libres enfin dans l'arène de l'histoire. La S.D.N. et la France peuvent encore faire que ce jour inéluctable et peut-être proche soit un jour de paix, non de jugement et de sang.

P. E. BRIQUET.

16 avril 1937.

La sidérurgie soviétique

Sa force et ses faiblesses

L'année 1937 est la dernière de la deuxième période quinquennale et dont les résultats — comme le proclament les bolchéviks — « détermineront l'envergure du développement économique de l'U.R.S.S. ». C'est vrai. Seulement il ne faut jamais oublier deux points très importants :

1°) L'effort constructif soviétique n'est — en partie tout au moins — qu'une nécessité de rebâtir ce que les premières années de la révolution ont détruit.

2°) Avec des méthodes d'esclavage pareilles à celles de l'ancienne Egypte et en maintenant un régime de famine les Soviets ont fait d'investissements massifs qui, tout d'abord, sont des investissements de la force vive des peuples opprimés par le joug bolchévique.

En tout cas, la Russie est devenue en 1934 le plus grand producteur de fonte en Europe et le second du

monde (après les Etats-Unis). Des propagandistes rouges n'ont pas manqué d'annoncer triomphalement ce « fait d'armes » de l'économie nationale des Soviets au monde entier. Seulement il vaut mieux approfondir la comparaison; et alors les conclusions deviendront sensiblement différentes.

Malgré l'accroissement considérable de la production sidérurgique russe, elle est encore loin de suffire aux besoins de l'U.R.S.S. Au contraire — la fonte reste « rationnée » dans le pays des Soviets — car il y a disette. L'accroissement de la production fut possible 1°) grâce aux richesses du sous-sol de l'Union soviétique (surtout en minerais et en houille) et 2°) grâce aux investissements dans ce domaine d'industrie (de 1930 à 1934 — 5,3 milliards de roubles, c'est-à-dire 1/7 de la totalité d'investissements).

Regardons un peu les chiffres.

Production de l'industrie sidérurgique en U.R.S.S.

	1932	1933	1934	1935 (1 ^{er} semestre)
	en millions		de tonnes	
Minérai de fer	12,2	14,5	21,7	12,7
Fonte	6,2	7,1	10,4	6,0
Acier	5,8	6,8	9,6	5,85
Laminés	4,2	5,1	7,0	4,1

C'est grâce à des nouvelles exploitations des minerais de fer qu'a augmenté dans de telles proportions. La production de la fonte a augmenté aussi, mais elle n'a été rejointe par l'acier ou par les laminés. C'est

un journal officiel soviétique — *Za Industrializatsiou* — qui a dressé le tableau d'indices suivant démontrant clairement le fléchissement de la production de l'acier et surtout du laminé, par rapport à la fonte :

Production de l'acier et du laminé (Fonte = 100)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Fonte	100	100	100	100	100	100	100
Acier	115,8	116,6	115,2	96,1	96,3	91,5	97,5
Laminé . .	88,7	93,2	85,3	69,6	68,9	64,0	68,3

Quant aux ressources minérales de l'U.R.S.S., celles-ci sont évaluées à presque 9.500 millions de tonnes.

Du point de vue qualitatif les estimations portent sur :

4.600	millions de tonnes d'une teneur de	30—40%
1.600	» » » » » » » »	40—50%
1.540	» » » » » » » »	50—60% et
1.760	» » » » » » » »	plus de 60%.

Si nous regardons de plus près la répartition territoriale des gisements, nous verrons que la plupart des richesses du sous-sol se trouvent dans les pays non-russes et que l'im-

périalisme rouge a forcés à subir la domination communiste. D'après une statistique très récente, les ressources de minéral de fer de l'U.R. S.S. seraient réparties, comme suit

(en millions de tonnes) :

«Russie du Sud»	3.870 (dont à Kertch — 2730)
Oural, Bachkirie	2.070
Russie centrale	1.290
Sibérie	1.000 (dont 630 en Sibérie Orientale)
Provinces du Nord-Ouest ..	820 (Léningrade, Karélie, etc.)
Caucase	185
Pays des Yakoutes	120
Kasakstane	100

Au lieu de « Russie du Sud » il faut évidemment lire « Ukraine et Crimée ». On voit donc que les Russes exploitent des richesses qui ne

leur appartiennent pas. Il suffit de voir dans *Planovoyé Khozyaistvo* la statistique suivante :

Les régions principales de production de la fonte

	1927/28	1932	1934
	en % de la production totale de l'U.R.S.S.		
Ukraine et Crimée	72,8	69,4	63,9
Oural et Bachkirie	21,1	20,2	22,8
Sibérie	0,2	4,1	8,2

Nous avons dit plus haut que, malgré l'accroissement de la production sidérurgique en U.R.S.S., il y a toujours disette de fer. Ceci est tellement vrai qu'une partie des besoins les plus urgents des chemins de fer, des aciers de construction, des tubes tec. continue à être importée. Il y a de rares moment, où, par suite du déséquilibre entre la production de fonte et celles d'acier et de laminés, l'U.R.S.S. exporte de la fonte. En 1934 les bolchéviks ont exporté 115 milles tonnes, dans le premier semestre de 1935 — environ 100.000 tonnes. Cette exportation constitue 1-2% des exportations soviétiques; elle a été dirigée vers le Japon (sic!), en Finlande et Perse (Iran).

Quant aux méthodes de la production sidérurgique en U.R.S.S. elles sont devenues assez modernes, mais elles n'arrivent pas à égaliser celles des pays plus avancés. La productivité des fours Martin correspond en Russie à la moitié de la productivité des fours Martin allemands. Les hauts fourneaux soviétiques emploient un personnel triple ou quadruple des fourneaux américains et, dans les hauts fourneaux, construits d'après les derniers modèles américains, la main-

d'œuvre soviétique est encore deux fois et demie plus nombreuse que celle des Etats-Unis.

La technique des constructions qui laisse beaucoup à désirer dans les nouveaux établissements russes va donc de pair avec l'infériorité du rendement ouvrier. Le mouvement Stakhanov — dont les résultats furent très passagers même dans le domaine de l'industrie houillère, nese prête pas du tout à l'industrie sidérurgique. Si l'on compte enfin les frais du transport — souvent plus que considérables — on comprendra facilement que malgré la grande augmentation de sa production, l'industrie sidérurgique n'arrive pas à équilibrer ses frais de revient. Par exemple, le minerai de fer à Magnitogorsk est le meilleur marché de toute l'Union soviétique : son prix n'est que la moitié du prix du minerai ukrainien; par contre, le même minerai à Kousnitzk, coûte le quadruple du prix de Magnitogorsk — les frais de transport tuant toute rentabilité.

C'est pourquoi les industries naissantes recevaient pendant très longtemps d'importantes subsides de la part du gouvernement. Ceci devient impossible vu l'agrandissement de

toutes les industries soviétiques. Et c'est pourquoi nous devons exprimer notre grand doute quant à la réalisation du plan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1937 qui prévoit, dans le seul domaine sidérurgique : production de fonte : 16 millions de tonnes; acier — 20,15 millions de tonnes laminés — 15,6 millions de tonnes; mise en exploitation de 5 nouveaux hauts fourneaux, de 10 fours Martin, de 3 fours Bessemer et de 14 trains de laminoirs.

D'abord l'U.R.S.S. ne produira pas les quantités désignées, surtout en ce qui concerne l'acier et les laminés. De même les nouvelles installations techniques — en se basant sur l'expérience — seront loin d'être parfaites. Et enfin — la pro-

duction et les investissements seront très probablement ruineuses pour l'ensemble de l'économie soviétique.

En résumant — l'industrie sidérurgique de l'U.R.S.S. prend un grand essor, mais qui n'est pas économique. Tout en se développant, l'industrie ne suffit pas encore aux besoins du pays. Il faudra des années pour qu'elle joue un rôle quelconque sur le marché mondial sidérurgique. Enfin — elle utilise les richesses du sous-sol qui, pour la plupart, ne lui appartiennent pas. En exploitant les mines situées dans des pays conquis et non-russes, elle diminue les richesses **des peuples** opprimés et qui sont, eux aussi, « exploités » par les bolchéviks.

JEAN CHARLET.

La famine en Russie

La situation alimentaire de la Russie est à la veille de devenir tragique. Une véritable grève paralyse les travaux des champs et menace l'empire soviétique d'une famine sans précédent. Voici, sans en retrancher une ligne, ce que nous apprend l'éditorial de la *Pravda* du 20 mars :

« Les statistiques du commissariat du peuple et de l'Agriculture, des Sovkhozes et de l'Industrie alimentaire nous donnent une très vive inquiétude sur la situation de l'ensemencement de printemps dans la région du Sud. En effet, jusqu'au 15 mars, 734.000 hectares seulement ont été semencés contre 4.000.000 l'année dernière.

A QUI LA FAUTE ?

On ne peut pas expliquer ce retard par le mauvais temps ni par le printemps tardif. Ce serait malhonnête, et seuls les fainéants et les bureaucrates imbéciles peuvent nier ce menaçant état de choses. Avec toute la brutalité bolchevique, nous tenons à déclarer que *le retard indiqué ne peut être expliqué que par l'incompétence absolue des dirigeants des organismes du parti ou de l'Etat, qui n'ont pas su se lever de bonne heure pendant ces journées capitales pour diriger l'agriculture soviétique.* Les travaux d'ensemencement sont dans une situation indiscutablement moins bonne que l'année

dernière, et pourtant nos dirigeants n'ont rien fait pour remédier à cette situation tragique. Il ne se sont même pas donné la peine de signaler la gravité de la situation.

Prenez par exemple la région d'Azov mer Noire. *L'année dernière, au 15 mars, 1.173.000 hectares étaient ensemencés. Cette année, à la même date il n'y en a seulement que 103.000 hectares, soit dix fois moins ! On a sûrement prononcé beaucoup de beaux discours sur le perfectionnement des méthodes agricoles, mais ces nouvelles méthodes n'ont eu comme effet que la diminution que nous constatons.*

INCURIE BUREAUCRATIQUE

Le secrétaire du parti de la région, le camarade Ievdokimov, et le président du Comité exécutif, Larine, pensent probablement que leurs occupations politiques les libèrent de tout souci économique. Pourtant, le temps est très beau, et sous prétexte d'élaboration de plans, les fonctionnaires ne quittent pas leurs bureaux, ne s'occupent pas du tout de cette tâche primordiale, et au lieu d'encourager au travail leurs subordonnés, ils plongent leur région dans un demi-sommeil.

De même, les fonctionnaires des stations de tracteurs travaillent à l'élaboration du plan au lieu d'envoyer les machines aux champs. Le directeur de ces stations, le camarade Malinov, n'aime pas à se déplacer pour se renseigner sur la situation réelle et reste muet aux appels du printemps.

Même situation dans toutes les régions de l'Ukraine méridionale. Comment ne pas être inquiet quand on apprend que dans la région de Dniepropetrovsk (anciennement Ekaterinoslav) on a ensemencé l'an dernier 819.000 hectares, et que cette année,

on a ensemencé dix fois moins ?

Les premiers jours des travaux ont démontré l'inactivité criminelle de l'administration locale. Dans les départements de Melitopol, Sivach et Guénitchesk, *les tracteurs restent inemployés. Dans le département de Novo-Troïtsky, ils ne peuvent pas sortir des hangars faute de carburant. Dans le département de Bolche-Tokmaks, il n'y a pas de charrues.* Les secrétaires du parti de Dniepropetrovsk, camarade Margoline, et d'Odessa, camarade Wegner, les présidents des Comités exécutifs des mêmes régions, camarades Fediaiev et Boïko, doivent trouver la solution à cette situation inadmissible. Chaque heure de retard est un danger !

Des nouvelles guère plus réconfortantes nous parviennent de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Est-ce que les camarades Beria, Mgaloblichvili, Baguirov et Rakmanov trouvent qu'une pareille situation est normale ? C'est une honte pour le parti. Pensez que, dans le département d'Ordjonikidze, *1.000 hectares seulement sont ensemencés contre 132.000 l'année dernière !*

A quoi rêvent alors le secrétaire du parti communiste arménien, camarade Amatouni, et le président du Conseil des commissaires du peuple, camarade Gouloïan ?

En Crimée, le coefficient de différence entre 1936 et l'année 1937 est seulement de cinq fois moins grand, mais, dans cette région, les vents dessèchent le sol et, chaque jour, le sol pompe l'humidité. Nous sommes bien forcés de croire que le secrétaire du parti de la Crimée, camarade C. Lavrentiev, et le président du Conseil des commissaires du peuple, C. Samedinov, pensent que ce n'est pas eux qui seront responsables de la défaite agricole du plan de leur république.

Le plus étrange est cependant la position du commissaire du peuple à l'Agriculture. Lit-il seulement ses propres statistiques ? Nous ne le croyons pas, parce que *la bonne humeur règne dans ce commissariat et toutes les inquiétudes y sont jugées comme superflues*. Le commissaire du peuple aux sovkhoses rivalise d'indifférence avec ce commissariat. En effet, *les sovkhoses du Sud n'ontensemencé que neuf fois moins que l'année dernière*.

LE SPECTRE DE LA FAIM

Comment expliquer ce désastre ? Il est évident que la plupart de nos administrateurs n'ont ni compris ni écouté les dernières directives du comité central du parti. *La recommandation qu'on leur a faite de développer leur travail politique a été interprétée comme une autorisation de négliger tout travail économique*. Ils ont perdu de vue l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale. Jusqu'au moment où nous aurons réorganisé les cadres de l'agriculture bolchevique, les délégués de notre parti doivent s'en occuper autant que des problèmes politiques. Ils n'ont pas compris ou ils n'ont pas voulu le comprendre. Le résultat, c'est que *les journées les plus précieuses pour l'ensemencement sont perdues*, et nos délégués se grattent mélancoliquement la tête.

Une seule conclusion s'impose : il faut porter un coup terrible à la mentalité opportuniste, remédier aux défauts, rattraper le retard, mobiliser les masses et perfectionner la technique du travail. Il faut que l'année 1937 nous donne une récolte d'une ampleur encore inégalée dans l'histoire de notre pays. »

FANFARONNADES

Cet article est d'autant plus impressionnant que quinze jours plus tôt, le 5 mars, la même *Pravda* publiait un bulletin flamboyant annonçant l'avènement du « printemps stakhanoviste », un « armement technique inouï » ; elle parlait de l'« expérience des masses qui est une certitude de la victoire », et autres balivernes. L'article se terminait par ces mots :

Nous ne pouvons qu'attendre une récolte exceptionnelle quant à la quantité et à la qualité.

Et deux semaines plus tard, adieu veaux, vaches, cochons, couvées ! Au lieu d'une « récolte exceptionnelle », des semailles qui atteignent seulement 10 % des résultats obtenus en 1936. Et cela malgré le printemps précoce et un beau temps exceptionnel...

C'est entendu, on va fusiller les fonctionnaires « responsables » dont la *Pravda* énumère les noms avec tant de complaisance. Mais à qui fera-t-on croire que l'incapacité de quelques hauts personnages explique seule le sabotage systématique et généralisé des travaux d'ensemencement ? De 100 % à 10 %, il y a de la marge !

Une chose est évidente, c'est que la paysannerie russe est dressée non seulement contre les équipes de fonctionnaires tyranniques et ignares qui font la loi dans les campagnes, mais contre le régime soviétique tout entier. Elle proteste contre ce régime d'exploitation à sa manière : elle croise les bras.

Espérons que cette grève gigantesque de bras croisés ouvrira les yeux encore obstinément fermés d'une partie des travailleurs européens, devant la réalité russe et le danger du bolchevisme qui n'engendre nulle part que la misère et la famine.

G. G.

L'impérialisme bolchevik et le problème d'Extrême-Orient

Jamais l'Europe n'a été si absorbée par ses dissensions intérieures et par ses désaccords qu'en ce moment, aussi voyons-nous tous les esprits, occupés actuellement sinon à détourner complètement le redoutable orage, tout au moins à en retarder son effet. Or, ce danger est beaucoup plus manifeste en Extrême-Orient qu'en Europe, du fait que la situation est beaucoup plus compliquée. Le problème d'Extrême-Orient se dresse aujourd'hui tout entier, et sa solution est pour ainsi dire impossible sans de gros sacrifices, ce que pas une des grandes puissances ne songe à supporter.

Un tiers de la Chine est, nous le savons, occupée de fait en ce moment, par la Russie soviétique. Une autre part, très considérable aussi, la Mandchourie, a été détachée de la Chine pour former un Etat autonome, sous le protectorat du Japon. Se trouvant ainsi coincés, entre la Russie soviétique et le Japon, les nationalistes chinois ne savent plus où donner de la tête et comment sortir de cette situation. Si à cela l'on ajoute l'état d'anarchie qui existe dans ce pays depuis près d'un siècle, l'on concevra que la situation devient véritablement tragique.

Du point de vue du nationalisme chinois, il faut lutter contre ces difficultés, mais pour lutter efficacement, il faudrait organiser une armée, une administration, rétablir la vie économique du pays et pour tout cela, il faut de l'argent. Où le trouver ? Il est vrai que certaines puissances intéressées

en fournissent dans une certaine mesure, les unes aux nationalistes chinois, les autres aux Chinois rouges. S'il n'en était pas ainsi, de quoi vivraient les gouvernements de Nankin et des Rouges ? Nombre de grandes puissances sont intéressées à ce malheureux, mais riche pays et la tragédie de ce misérable peuple est le résultat du choc de différents intérêts divergeants.

Sur ce vaste territoire chinois, chaque gouvernement travaille selon ses méthodes : la Russie soviétique et le Japon y mènent une politique agissante, active, l'Angleterre et l'Amérique manifestent de la sympathie à l'égard de Chang-Kai-Chek, se contentant de l'exploitation économique rationnelle des richesses naturelles de la Chine et se gardant bien de s'immiscer brutalement dans les affaires intérieures du pays. Les grandes puissances, ainsi que nous l'avons signalé, ayant de gros intérêts économiques et politiques dans ce pays ne veulent à aucun prix, perdre ou voir diminuer leur influence politique. L'intérêt des grands pays industriels pour une collaboration économique est fort compréhensible. Le développement toujours croissant du machinisme les pousse à y trouver l'écoulement de leurs produits en même temps qu'une source de matières premières. La seule exception, dans ce rapport, est constitué par la Russie soviétique, son but étant la bolchevisation de la Chine afin de porter un coup sensible au capitalisme mondial. Il est une vérité qu'on ne saurait nier : c'est

que la politique extérieure d'un pays ne saurait dépendre de son régime intérieur. Or, les rêves et aspirations du tzar et de Staline, en matière de politique extérieure concordent parfaitement.

Il n'est pas douteux que le chemin de fer transibérien a été construit en 1892 dans des buts stratégiques. Or, la construction du « Turksib » en 1926 ne poursuit-il pas les mêmes buts stratégiques ? Les dépenses considérables qu'a entraînée la construction de ces chemins de fer montrent une fois de plus que leur but reste toujours le même : la domination russe sur la Chine. Cette domination, du reste, est en partie réalisée ; cependant elle ne satisfait point Staline, aussi le voyons-nous en accord avec son entourage s'efforcer d'établir une hégémonie complète de la Russie soviétique sur tout le continent asiatique.

L'ancien antagonisme anglo-persan n'est point éteint en Iran ; en sommeil depuis quelque temps, il vient de se réveiller. La seule existence de l'impérialisme russe rouge est une menace pour les intérêts anglais. Le Turkestan, en ce moment, est transformé en véritable place d'armes, en camp militaire. De ce point, la pénétration en Afghanistan et dans l'Inde, inquiète sérieusement l'Angleterre. En outre, les succès remportés par la Russie des Soviets dans le domaine industriel, au cours de ces dernières années, alors que des usines, des fabriques consacrées à l'industrie métallurgique ont été créées, faisant de ce pays l'un des centres industriels des plus puissants, suffisent pour confirmer ce qui vient d'être dit.

Outre cette menace imminente, la Russie soviétique se livre à une active propagande révolutionnaire au Penjab, au Bengale et dans tous les pays

d'Asie où flotte le drapeau britannique. Cette propagande, dirigée par la main invisible de Moscou, va sans cesse croissant, et il faut convenir que son travail est des plus soignés. La Russie soviétique excelle dans l'art d'appuyer les revendications nationalistes dans les différents pays, dans le temps même où chez elle, toute tentative de travail national, de travail libérateur de l'oppression soviétique est cruellement réprimée. La propagande soviétique s'exerce également parmi la jeunesse prolétarienne d'Asie, l'appelant à la lutte contre les capitalistes qui l'oppriment tant au point de vue social que national, et cela dans le temps même où, selon les descriptions qui nous en sont données par les ouvriers étrangers eux-mêmes, ayant travaillé en Russie, les Soviets exploitent sans pitié leur propre prolétariat. On pourrait à l'infini énumérer les faits et les moyens employés par les Soviets en vue de semer le trouble dans le monde ; nul ne les ignorant, nous nous garderons d'insister. L'on peut seulement constater que l'impérialisme de la Russie soviétique qui s'appuie sur une théorie et sur une doctrine est encore plus dangereux que l'impérialisme tzariste. Pour protéger quelques misérables pêcheurs au Kamtchatka ou à Sakhaline, Moscou n'hésite pas à dépenser 50 ou 60 millions de roubles pour les besoins de la navigation dans l'océan glacial arctique et pour l'envoi de quelques unités de sa flotte légère. Pour la défense de faibles intérêts économiques en Extrême-Orient, la Russie soviétique maintient une puissante armée en Sibérie. L'organisation et la direction de cette armée jouit d'une autonomie spéciale et ne relève point de la direction centrale du commissariat de la Guerre.

Cela n'empêche que la Russie sovié-

tique et certains Etats qui lui sympathisent ne cessent de parler du danger japonais et de ses provocations. Ceux qui connaissent parfaitement la situation en Extrême-Orient et qui suivent attentivement la marche des événements ne sont pas sans remarquer que l'unique et sérieux obstacle à la pénétration de l'impérialisme rouge russe en Extrême-Orient est précisément le Japon. Il semblerait logique que le renforcement du Japon, son hégémonie et sa victoire définitive sur la Russie soviétique dussent être accueillis avec satisfaction, avec reconnaissance même. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Cette position du Japon semble déplaire à ceux-là même qui souffrent, qui craignent et tremblent à l'idée de voir un renforcement de l'influence soviétique. Si les Soviets, pour dissimuler leur impérialisme, ont imaginé, ou pour mieux dire, ont accepté les principes du communisme international dans la lutte pour la libération du prolétariat mondial, le Japon, lui, a mis en avant la théorie du nationalisme comme antidote.

Le mot d'ordre : « Toute l'Asie, de l'Oural au Bab-el-Mandeb » n'est pas une simple boutade, mais un préambule à l'hégémonie politique et économique qui s'opère avec succès dans l'océan Pacifique et qui pénètre dans l'océan Indien. Cela explique la surprise que cause au monde l'attitude du Japon par rapport au conflit italo-abyssin, lorsqu'on apprend qu'un quart du commerce avec l'Abyssinie était entre les mains du Japon (d'après Jean Marsillac).

La menace d'expansion japonaise n'est pas seulement dirigée contre l'Inde, mais encore contre l'Australie.

Si pour jouir de leur indépendance, les Australiens conservent les liens qui les unissent à l'Angleterre, c'est

à cause de la puissance de la « Home Fleet », capable de les défendre en cas d'agression japonaise. Leur politique a un double but : garantir la liberté de leur commerce et lutter contre la concurrence japonaise, déjà victorieuse sur les marchés de l'océan Pacifique. L'Australie est un pays producteur de laine qu'elle vend directement de la main à la main à Liverpool, et, naturellement, elle veut conserver ses clients. Là est la source de cet impérialisme qui dresse l'une contre l'autre ces deux grandes puissances : l'Angleterre et le Japon.

De son côté, l'Angleterre possède des intérêts économiques considérables en Chine. Cette situation est reconnue par les Japonais eux-mêmes qui, dans leur presse constatent que l'Angleterre doit garantir son marché dans les endroits où les représentants du capital et de l'industrie britanniques continuent à élargir leurs positions dont la participation, ces derniers temps, s'est élevée à trois milliards de yens. L'intensification de cette activité économique serait l'une des causes, d'après certains journalistes, du développement d'un conflit avec le Japon. Prévoyant qu'un jour ou l'autre les marchés de l'Inde et de l'Australie peuvent se fermer pour ses produits, l'Angleterre prépare dès maintenant son rôle en vue de la répartition des matières premières emmagasinées à Singapour et à Hongkong, ces deux clés de sa puissance coloniale. C'est pour cette raison que l'Angleterre soutient Chang-Kaï-Chek.

Un appui semblable est prêté à Chang-Kaï-Chek par l'Amérique pour laquelle la liberté de navigation à travers le Pacifique est aussi nécessaire que l'eau et que l'air au simple mortel.

Avec ses cent millions et plus d'habitants, l'Amérique ne peut évidem-

ne peut pas se passer de cette liberté, et c'est pourquoi elle est intéressée au libre passage de ses navires d'un océan à l'autre par le canal de Panama.

Pour ce qui est du marché chinois, l'Amérique n'y est pas moins intéressée que l'Angleterre. Mais dans ce domaine la rivalité nippon-américaine joue un rôle non moins important que la rivalité russo-américaine. Ce serait folie pour l'Amérique de conclure un accord contre le Japon. L'Amérique peut avoir quelque chance de succès dans une bataille navale contre le Japon, mais elle est sujette à un échec en cas de conflit avec la Russie. Les Américains, tout comme les Japonais, se rendent parfaitement compte de cette situation.

« Pourquoi donc, écrit un lord anglais, le Japon maintient-il une flotte et des forces militaires considérables dans ses îles et possessions ? Pourquoi le peuple japonais est-il plus que tout autre, accablé d'impôts, pour les besoins de cette flotte et de cette armée ? La conférence de Washington n'a point donné les résultats attendus ; aucun changement ne s'est produit en Extrême-Orient. Avant l'ouverture de cette conférence, le Japon avait déjà tiré profit de son alliance avec l'Angleterre ; il lui doit une bonne partie de ses succès. Aussi rien d'étonnant si, comme certains le pensent, l'Angleterre a soutenu le Japon dans ses actes agressifs contre la Chine. »

L'inquiétude de l'Angleterre par

rapport à la menace japonaise est exagérée. Si l'on fait un parallèle entre ces diverses menaces, il n'est pas douteux que la menace russe est bien plus dangereuse pour les intérêts anglais que celle du Japon. La marche des événements montre que l'expansion japonaise en Chine se borne aux trois provinces du Nord et qu'ensuite il ne sera plus question que d'accords ayant un caractère économique et politique entre l'Angleterre et le Japon, ce genre d'accords répondant mieux du reste, à leurs intérêts. Si le Japon lèse, dans une certaine mesure, les intérêts économiques de l'Angleterre et de l'Amérique, les perspectives de bolchevisation de tout le continent asiatique relèguent au second plan ces divergences. Il est donc vraisemblable que l'Angleterre et l'Amérique finiront par se rapprocher et qu'elles trouveront une langue commune avec le Japon. Dans le cas contraire, toutes les grandes puissances intéressées risquent de perdre non seulement leurs intérêts économiques, mais leur influence politique. Le cataclysme déchaîné par l'impérialisme bolchevik sur le continent asiatique finira inévitablement par un incendie mondial.

L'accord sur le problème d'Extrême-Orient dépend du degré d'agression bolchevique en direction du continent asiatique. Si ce danger devient plus réel, l'accord aura plus de chances de se réaliser.

J. WILLIAMS.

R o u s t a v é l i ,

750° ANNIVERSAIRE

On célébrera cette année le 750° anniversaire de la naissance du grand poète géorgien Chota Roustavéli, l'auteur de l'immortel poème *Le Chevalier à la peau de tigre*.

L'Union soviétique tout entière se prépare à fêter cette date mémorable.

La vraie gloire de ce grand poète du XII^e siècle ne fut consacrée que plusieurs siècles après sa mort. Mais alors elle s'établit irrévocablement et entoura son nom d'une auréole de gloire et d'amour. Trois cents ans après la mort de Roustavéli, son nom est déjà mentionné par presque tous les poètes de la Géorgie ; son poème fut la sève vivifiante qui nourrit leurs œuvres. Au cours des siècles qui suivirent, Roustavéli exerça une influence énorme sur toute la littérature de son pays.

Aux fêtes populaires, les artistes rivalisaient de talent pour déclamer le poème et les aphorismes qu'il contient. Le vainqueur était celui qui savait par cœur le poème tout entier ou qui pouvait citer le plus grand nombre d'aphorismes.

La célébration de la mémoire du grand poète géorgien sera en U.R.S.S. une vraie fête de la culture et de la fraternité des peuples, une solennité au cours de laquelle on pourra constater l'épanouissement magnifique de la culture géorgienne. Le poème *Le chevalier à la peau de tigre* sera publié pour la première fois en ukrainien, en turc, en arménien et en biélorussien.

Mikola Bajane, un des meilleurs poètes de l'Ukraine, a consacré trois années de travail pour que ses compa-

triotés puissent connaître cette perle de la poésie géorgienne. Grâce à son excellente traduction, le poème classique de la Géorgie prendra place à côté des œuvres de Pouchkine, de Tchekhenko, de Goethe, du Dante. Ce livre que pourront lire tous les travailleurs de l'Ukraine occupera la place qui lui est due dans leur trésor culturel.

A l'occasion du 750° anniversaire de Roustavéli, deux nouvelles traductions du poème en russe seront publiées, celles de P. Pétrenko et de G. Tsagaréli (l'une sera publiée par l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et l'autre par les Editions littéraires d'Etat). Ces traductions sont faites avec beaucoup d'amour et une scrupuleuse minutie ; leurs mérites poétiques sont incontestables.

Une traduction russe abrégée du poème, destiné à la jeunesse, sera aussi publiée ; cette traduction est due au poète N. Zabolotski.

Une traduction anglaise en prose, de Mme Marjory Scott Wardrope, avait été publiée en 1912, à Londres. Cette traduction avait été faite sur un texte altéré, celui de la plus ancienne édition du poème, publié en 1712 par le roi et historien géorgien Vakhtang VI. Dans cette édition, les derniers chapitres manquent et elle contient beaucoup d'altérations du texte original. E. Orbéliani revise actuellement cette traduction d'après le texte définitivement établi du poème et prépare une nouvelle édition anglaise corrigée.

Rappelons en outre que les traductions du *Chevalier à la peau de tigre* ont été faites en allemand, en vers non

rimés, par Arthur Leist ; en hongrois, en vers, par Vicar Béla.

De grandes expositions dans différents centres du pays seront également organisées.

Partout, en Géorgie, dans les usines,

dans les kolkhoz, on organise des lectures du poème et des réunions de lecteurs, où sont faites des conférences consacrées à ce monument de la littérature mondiale.

G.

Elites azerbaïdjanienes

L'an dernier a paru un livre de Mehmed Ali Tarbiat, sous le titre « Les Elites d'Azerbaïdjan ». Cet ouvrage est une anthologie, un dictionnaire biographique consacré aux poètes, aux écrivains et aux philosophes d'Azerbaïdjan. Hâtons-nous d'ajouter qu'autrefois, dans l'Orient musulman en particulier, ces trois branches du talent humain se confondaient le plus souvent dans une seule personnalité. Toute la philosophie orientale et ses coryphées étaient en même temps poètes et écrivains. Il suffit de rappeler les noms les plus connus pour en avoir confirmation.

L'ouvrage est édité en caractères arabes et d'une réalisation technique parfaite.

Cette œuvre, l'une des plus importantes, en même temps que des plus intéressantes pour l'histoire de l'Azerbaïdjan est, comme on peut le voir, le résultat d'un énorme travail d'érudition, long et minutieux. Il convient, en effet, de rendre justice à l'auteur de ce travail qui, patiemment, a recueilli les matériaux biographiques sur les personnalités étudiées. Il est donc permis, en consultant cet ouvrage, non pas de juger de l'esprit créateur de telle ou

telle personnalité, mais de savoir exactement son nom, son origine et, ce qui est important, d'avoir un aperçu des principales œuvres de chacune des personnalités incluses dans ledit ouvrage.

L'ouvrage sera d'une grande utilité pour ceux qui désirent étudier la littérature azerbaïdjanienne, se familiariser avec sa culture; ils y puiseront les éléments indispensables pour les recherches à effectuer en vue de leurs travaux. La présentation de l'ouvrage, en tant que dictionnaire biographique et qu'anthologie, a été réalisée par ordre alphabétique. L'origine de chaque personnalité littéraire est indiquée par la « nisba » que l'auteur ajoute au nom : ainsi lorsque l'auteur écrit Seïd Azim Chirvani, cela veut dire que ledit Seïd Azim est originaire de Chirvan (Chemakha). Si maintenant on examine ces « nisba » on s'aperçoit que les noms de Chirvan (Chemakha) et de Tabriz se répètent le plus souvent. Ces deux villes seraient donc des centres d'origine de nombreux écrivains, poètes et philosophes azerbaïdjanis.

L'imposante énumération desdits littérateurs commence par Mirza Feth Ali Akhound Zade, connu par

ses drames et ses comédies. L'auteur de l'ouvrage, consacre à cet écrivain, que les critiques d'Europe ont qualifié de « Molière oriental », un ensemble de six pages.

Une place aussi importante est accordée par l'auteur à Khagani, originaire du Chirvan. Ce dernier, né à Merhemlu au nord de Chemakha au VI^e siècle de l'Hégire (XII^e siècle de l'ère chrétienne) passa une partie de sa vie à la cour de khalifes de Bagdad, à la cour des Seldjoucides, des atabeks d'Azerbaïdjan et des chahs du Khorezm.

A signaler encore toute une série de poètes et de philosophes azerbaïdjanais tels que Chah Ismaïl Khataï, célèbre chah de Perse, fondateur de la dynastie safavide, Abdur-Rachid Nouri Bakouyi (de Bakou), Ahdi Bakouyi, Feti Chirvani, Farroukhi Chirvani, Hadji Seïd Azim Chirvani, Mirza Djafar khan Tabrizi Muchir-ud-Dovleh, ancien ambassadeur de Perse à Londres en 1230 de l'Hégire (1814 ère chrétienne) et adjudant-bachi.

Les écrivains contemporains n'ont pas, non plus, été oubliés. Citons Mirza Ali Akbar Tahir Zade, auteur satirique azerbaïdjanien, connu sous le nom de Sabir, et dont les œuvres sont très lues en Azerbaïdjan.

D'un grand intérêt est la présence

dans ledit ouvrage de quelques poétesses de marque dont l'auteur parle avec grand amour : C'est Peri Djan Khanoum, fille de chah Tahmasp et sœur de chah Abbas le Grand. Cette princesse safavide naquit en 955 de l'Hégire (1548). L'histoire de sa vie est du plus haut intérêt, plus particulièrement l'histoire de son amour pour le khan de Crimée Adil-Guirey qui venu la chercher à Ispahan y trouva la mort. Cet épisode fut utilisé comme roman historique par le poète turc Namik Kemal bey.

L'auteur cite encore d'autres poétesses : Heïran Khanoum de la famille des Dumbullu (khans Khoïski), Mahi Khanoum que l'auteur désigne sous le nom de « Vénus d'Orient » dont la beauté et la gloire ont été chantées par tous ses contemporains.

Nous ne saurions terminer ce court aperçu sans dire la joie que nous éprouvons à la vue de ce trésor littéraire apporté à la culture azerbaïdjanienne par l'ouvrage de Mehmed Ali Tarbiat. Nous ne pouvons que souhaiter plein succès à cet ouvrage qui devrait se trouver dans les mains de tous ceux qui s'intéressent à la vie culturelle de l'Azerbaïdjan.

M. Y.

Revue de la presse

STALINE ET YAGODA

M. Cousteau donne dans « Je suis partout » la caractéristique d'un intérêt palpitant de ces deux personnages :

Un Shylock d'arrière-boutique

Yagoda n'est pas un Staviski. C'est un obscur petit juif obséquieux et cruel, une sorte de Shylock d'arrière-boutique, condamné, par sa naissance, à une éternelle médiocrité et dont le bolchevisme a fait un des plus redoutables bourreaux de notre époque. Rien de mystérieux dans sa vertigineuse ascension. Rien que de très logique et de parfaitement conforme à l'« esprit » de la révolution.

Avant la guerre, Yagoda était, on le sait, aide-pharmacien à Nijni-Novgorod où il « militait » en roulant des pilules et en dosant des sirops. Mais il ne militait pas comme Lénine, la plume à la main, ou comme M. Staline, en égorgeant des gendarmes. Il militait dans les alcôves. Il couchait avec la nièce de l'horrible Sverdlov, son coreligionnaire, futur seigneur du bolchevisme, et cela suffit, au crépuscule du grand soir, pour qu'automatiquement il fût casé et bien casé.

Le goût du sang

Yagoda avait 27 ans. Il ne savait rien faire. Il pouvait tout apprendre, il avait le choix d'une carrière administrative, n'importe laquelle. Il opta pour celle de bourreau. Par prudence d'abord, car il était moins périlleux de torturer des « ennemis de classe » désarmés, que de les affronter sur le front Koltchak ou seulement dans les campagnes toujours hostiles aux spo-

liateurs rouges. En « travaillant » dans les rangs des tueurs on réduisait au minimum le risque d'être tué soi-même. Par prudence, donc, mais aussi par goût, par soif de vengeance, par amour du sang. Yagoda doit être rangé dans la catégorie de ces jaloux maladifs que l'auto du voisin empêche de dormir. Pour certains, nous le reconnaissons volontiers, la Révolution est un idéal, un moyen désintéressé — bien qu'absurde — de « libérer » le genre humain. Pour Yagoda, ce raté, ce rejeton médiocre d'une race méprisée et humiliée, la Révolution n'a été qu'un moyen de régler avec les Russes un compte personnel, de prendre une revanche sur tous ceux qui jadis, d'une manière ou d'une autre, le dépassaient.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les étapes de cette carrière. Yagoda, « lancé » par l'oncle Sverdlov, tchékiste par protection dynastique, n'a dû, ensuite, sa rapide ascension qu'à sa besogneuse servilité et à un certain flair qui lui a permis de toujours miser sur le cheval vainqueur. Il a flatté Dzerjinski. Il a cajolé le « poète » Menjinski, bourreau infirme et sadique. Puis, résolument, il a épousé la cause de M. Staline et conspiré avec le Géorgien contre Trotski. Et depuis que M. Staline est devenu le maître incontesté de la Russie soviétique, Yagoda n'a cessé d'exécuter avec une docilité parfaite les moindres fantaisies du despote. C'est lui qui a commercialisé les bagnes du Guépéou. C'est lui qui a percé, avec des détenus « recrutés » pour les besoins de la cause, le canal de la mer

Blanche. C'est lui enfin qui a « monté » la conspiration « trotskiste » et provoqué les judicieux « aveux spontanés ».

Staline

Ce n'est pas Yagoda qui a changé, c'est M. Staline. La défaite de Yagoda n'est pas un fait divers relevant de la chronique judiciaire, ce n'est pas la mésaventure d'un mauvais garçon pris en flagrant délit, c'est la conclusion logique de la débâcle du bolchevisme. Car Yagoda s'identifie à la révolution, au même titre que Zinoviev, que Kamenev, que Radek, que Piatakov, que Sokolnikov, que Serebriakov, que Tomski, que Boukharine, que Rykov. Il est le symbole même de cette révolution, l'individu le plus représentatif de l'esprit judéo-marxiste et c'est pour cela, uniquement pour cela, que M. Staline vient de l'abattre.

« L'internationale des chiens enragés prend fin », s'était écrié le procureur Vuichinski en guise de conclusion à son réquisitoire contre Radek et ses complices.

Jugement prématuré. Il reste encore, malgré le zèle de M. Staline, des « chiens enragés » en liberté et chaque jour amène son nouveau contingent d'arrestations. Le maire de Leningrad, Kodatzki, est révoqué ; les commissaires du peuple de la république de Tadjikistan sont traqués ; en Sibérie occidentale et en Crimée, la police fait des rafles gigantesques de fonctionnaires bolcheviks ; le fils de Tomski, le leader communiste « suicidé » l'an dernier, est arrêté à son tour, ainsi que le commissaire du peuple aux sovkhoses, un gaillard qui se prénomme Moïse... Rosenholtz, enfin, commissaire du peuple au Commerce, est accusé de « bureaucratisme » (sic) par les « Izvestia ». M. Staline n'en

rate pas un. Ils les aura tous. Est-ce parce que tous ces gens-là puisent dans les caisses ? Est-ce que tous ces gens-là aiment déraisonnablement le vin, l'amour et le tabac ?

M. Staline et ses maréchaux

Cette évolution « nationale » du bolchevisme donne à certains de nos confrères l'occasion d'opposer M. Staline à ses maréchaux et d'annoncer périodiquement l'arrestation du dictateur par Vorochilov. Nous nous refusons pour notre part à nous livrer à ce petit jeu. Que ce soient les maréchaux qui dirigent M. Staline ou que M. Staline conserve la haute main sur l'armée, c'est là un point d'histoire qu'il est à peu près impossible d'élucider pour l'instant. Au surplus, il importe peu. Tout se passe exactement comme si M. Staline et ses maréchaux étaient parfaitement d'accord et cela n'a rien d'étonnant. M. Staline est un paysan, il est attaché au sol par un instinct profond qu'il ne s'avoue probablement pas à lui-même. Pour cet homme du peuple brutal et fruste la patrie a un sens, un sens qu'elle n'a jamais eu et qu'elle ne pourra jamais avoir pour les Trotski, les Radek ou les Yagoda. M. Staline, qui n'a jamais rien compris au marxisme, sinon qu'il fallait sous les tzars jeter des bombes sur les convois postaux, est beaucoup plus proche de la nouvelle caste des militaires, patriotes et antisémites par profession, qu'il ne l'est des intellectuels heimatlos de la vieille garde bolchevique.

L'armée a pris, c'est bien évident, une importance sans cesse plus considérable au cours de ces dernières années et même de ces dernières semaines. Elle ne supporte plus d'être espionnée par le Guépéou. Les militaires se substituent aux vieux bolche-

viks chassés des postes importants et il est significatif que pour remplacer Yagoda aux P. T. T. on n'ait trouvé personne d'autre qu'un général nommé Khalepski, ancien inspecteur du matériel de l'armée rouge. De même le chef de la garde personnelle de M. Staline serait depuis peu un ancien officier de cavalerie recommandé par Vorochilov. Seulement, répétons-le, il n'est pas du tout prouvé que M. Staline désapprouve cette relève des vestes de cuir par les dolmans chamarrés.

Contre-révolution

« Et la victoire sur Staline, et la victoire de Staline ne peuvent amener que la contre-révolution. »

D'ailleurs, comment en serait-il autrement ? Le bolchevisme est une doctrine inhumaine dont la réussite suppose comme condition préalable la création d'un homme nouveau, l'homme socialiste, différent en tous points de vue de l'homme réel. Là où les théories bolcheviques son tappliquées à 100 %, on constate 100 % de famine, 100 % de misère, et c'est seule-

ment lorsque le gouvernement soviétique consent à des concessions, lorsqu'il prend des libertés avec la doctrine, qu'il rengaine les « immortels principes » et capitule devant les réalités, que la machine réussit à fonctionner tant bien que mal. Croit-on que c'est par plaisir que les chefs bolcheviks ont infligé à leurs propres idées le cruel démenti de l'échelle des salaires, du travail aux pièces, de l'héritage et des loteries ? Or, M. Staline est malgré tout un homme de gouvernement, et il constate qu'en dépit de toutes les menaces, de toutes les rigueurs, de toutes les promesses, de toutes les concessions, la machine ne tourne pas, qu'elle n'arrive pas à tourner. Les cris d'alarme se succèdent sans interruption. Le 21 mars, c'est Kaganovitch qui s'effraye de la fréquence catastrophique des accidents de chemins de fer. Le 24 mars, c'est Mejlaouk qui révèle que les actes de « sabotage » se multiplient dans l'industrie lourde. Le 28 mars, c'est M. Staline lui-même qui dénonce rageusement les « traîtres ».

Chronique

Prince Joseph Dadiani

La mort vient de nous arracher le prince Joseph Dadiani.

Ce qui séduisait chez ce fils de la Géorgie c'est la finesse de son esprit et la noblesse de son caractère. Issu d'une vieille famille pricière, il semblait être l'incarnation même de ces nobles traditions qui, au cours des siècles, ont créé la gloire et la grandeur de la Géorgie.

Dans le drame qu'a vécu la Géor-

gie sous la domination russe, un homme de cœur et d'honneur comme Joseph Dadiani ne pouvait rester inactif, absent des combats en invoquant l'abri de sa tour d'ivoire. Il menait ces combats, mais sans tapage et sans ambition. Il déployait son activité aussi inlassable que désintéressée dans tous les domaines de la vie nationale et sociale. Reçu partout avec une sorte d'affection admirative il prenait part dans tous les mouvements d'ordre économi-

que et culturel, et partout il entretenait la petite braise de la foi.

Réfugié en France après la chute de la Géorgie il ne cessa point de continuer son travail toujours orienté vers la liberté du Caucase. Sa disparition laisse un regret unanime dans tous les milieux d'émigrés caucasiens.

Nous prions la famille en deuil de trouver ici l'expression de notre profonde et douloureuse sympathie.

G. G.

Géorgie

Kadjetti

Les studios de Géorgie, à Tbilissi, achèvent un nouveau film, intitulé « Kadjetti ».

Ce film est un épisode de la dernière partie du poème populaire du grand poète géorgien du XII^e siècle Chota Roustavéli, « Le Chevalier à la peau de tigre », celui du siège que le courageux Tariel, le « chevalier à la peau de tigre », secondé par ses amis dévoués Avrandil et Fridon, met devant le lugubre château de « Kadjetti », qui appartient au cruel prince Rochak, et où, dans une des tours, est enfermée la belle Nestan Darédjane, la bien-aimée de Tariel.

Le chevalier et ses amis pénètrent dans le château, tuent Rochak et libèrent Nestan.

N. Mikhabéridzé est à la fois l'auteur du scénario et le metteur en scène du film.

Observatoire d'Abastouman

Un réfracteur de 40 centimètres a été aménagé dans la tour à coupole tournante de l'observatoire d'Abastouman.

Le club automobile de Tbilissi

Le club automobile du Comité des sports et de la culture physique de Tbilissi a pris

possession de son immeuble, nouvellement construit.

Des sections de l'automobile et de la motocyclette et des écoles permanentes d'automobilisme et de motocyclisme ont commencé à fonctionner.

L'enseignement y est donné en langue géorgienne et russe.

Une ligne téléphonique Mescou-Soukhoumi

Des communications téléphoniques directes ont été établies entre Moscou et Soukhoumi.

Un nouveau sanatorium à Borjomi

Le conseil des syndicats de l'U.R.S.S. a fait construire un grand sanatorium dans la célèbre ville d'eaux de Borjomi.

La construction de cet établissement a coûté plus de 12 millions de roubles.

Dès cette année, il pourra recevoir 5.000 pensionnaires environ.

Un service de distribution d'eau à Batoumi

La première partie des travaux de construction de l'installation municipale de distribution d'eau à Batoumi est terminée.

Vingt-deux kilomètres de conduites ont été posées ; la station élévatrice, celle de force motrice et une partie de la station de filtrage sont également terminées.

La saison du tourisme est commencée

En 1936, plusieurs dizaines de milliers de touristes des différentes régions de l'Union soviétique ont visité la Crimée et le Caucase.

On attend beaucoup de touristes, en Géorgie, en particulier des touristes étrangers. L'hôtel, le restaurant et les garages de l'« Intourist », à Tbilissi, ont été réaménagés.

Un hôtel splendide sera mis à la disposition des touristes étrangers à Gagri.

Un autre hôtel, en construction à Batoumi, sera prochainement terminé.

E5114E
1937